

# Schengen remis en cause par ses fondateurs

UNION EUROPÉENNE La crise des réfugiés attise les tensions entre Etats membres

- ▶ Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a agité vendredi le spectre d'un « mini-Schengen » constitué autour d'une poignée de pays.
- ▶ Un coup de plus porté à l'« espace », dans sa forme actuelle.

Il ne se passe désormais plus un jour sans que quelqu'un, quelque part en Europe, ne tire un nouveau coup sur le fil et détricote toujours plus le projet politique de Schengen... Dans un entretien accordé vendredi à plusieurs quotidiens financiers européens, dont les journaux belges *L'Echo* et *De Tijd*, c'est Jeroen Dijsselbloem, le ministre néerlandais des Finances et président de l'Eurogroupe (les grands argentiers de la zone euro), qui a « placé une bombe » sous Schengen, comme l'a justement titré *De Financieel Dagblad*. Dijsselbloem menace ouvertement de la création d'un « mini-Schengen », ne se disant « pas très optimiste » sur la survie de l'espace Schengen tel qu'il existe actuellement, et précisant que cela « inquiète beaucoup ».

Les motifs de l'inquiétude et des menaces voilées du Néerlandais ? L'absence de solidarité entre les Etats membres. A mots couverts, la critique vise les Etats qui refusent de participer au partage de l'effort dans l'accueil des réfugiés, mais aussi l'impossibilité pour l'UE de venir en aide à la Grèce dans la surveillance de ses côtes. Difficile, dans les transcriptions de l'entretien, de comprendre si M. Dijsselbloem vise le manque de volonté de la Grèce, celle d'autres Etats à y envoyer de l'aide, voire les deux...

« Nous ne pouvons pas maintenir sur la durée notre Etat social, si l'afflux de réfugiés se poursuit ainsi. Si l'Union européenne ne protège pas mieux ses frontières extérieures, alors un petit groupe de pays le fera », avertit le président de l'Euro-

groupe. L'idée d'un mini-Schengen avait fait l'objet d'une fuite il y a dix jours, déjà aux Pays-Bas : ce sont des experts de haut niveau de cinq pays (Allemagne, Autriche et Benelux) qui ont listé parmi d'autres l'idée de recréer une mini-zone Schengen entre eux.

« Plusieurs pays paient plus cher la facture de la crise migratoire au motif qu'ils accueillent davantage d'immigrés. Il s'agit de la Suède, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et des Pays-Bas. Nous sommes dans la même situation, c'est pourquoi

**« L'Europe risque de s'écrouler comme l'Empire romain, à cause de la crise migratoire »** MARK RUTTE

nous souhaitons collaborer le plus étroitement possible », a justifié M. Dijsselbloem.

Parallèlement, et signe que la sortie de Dijsselbloem n'est pas un hasard ni un accident, tombaient des propos confiés par son Premier ministre Mark Rutte à d'autres confrères européens : « L'Europe risque de s'écrouler comme l'Empire romain à cause de la crise des migrants », a tout bonnement lâché le chef de gouvernement batave, dont le pays prend le 1<sup>er</sup> janvier prochain la présidence semestrielle des travaux du Conseil de l'UE. Et il n'est pas inutile de rappeler que la zone de libre circulation de Schengen a été lancée en 1985, par le Benelux, l'Allemagne et la France, en dehors de la structure communautaire européenne...

Lors de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg le président de la Com-

mission européenne Jean-Claude Juncker avait été le énième dirigeant européen à accrédi- ter la plausibilité d'un éclatement de Schengen, tout en mettant en garde contre les conséquences de cet éclatement : « Oui, le système de Schengen est partiellement comateux (...) (Mais) si l'esprit Schengen quitte nos territoires et nos cœurs, nous perdrons plus que Schengen. Une monnaie unique ne fait pas de sens si Schengen tombe. »

La veille, dans le quotidien *Malta Independent*, le président de la Commission avait déclaré que « nous ne sauverons Schengen qu'en appliquant Schengen. Je me battrais pour cela. » D'autres, clairement, sont en train de renoncer à se battre jusqu'au bout. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## RÉACTION

**Didier Reynders : non à un mini-Schengen mais plus d'Europe aux frontières extérieures**

« Plutôt qu'un "mini-Schengen", je pense qu'il faut travailler sur les frontières actuelles de Schengen. Avec un contrôle européen renforcé aux frontières extérieures de l'Europe. Tout comme pour les hotspots pour les réfugiés, en Grèce et en Italie : ces postes aux frontières doivent être gérés par des équipes européennes. Tout l'enjeu réside aussi dans les discussions avec la Turquie. »

B.DY ET M.A.D.